

Papillomavirus : pourquoi la vaccination au collège patine

L'objectif de 30 % des élèves de 5e vaccinés contre les infections à HPV est loin d'être atteint. Des pistes d'amélioration existent pour améliorer ces chiffres.



Un garçon se fait vacciner, en octobre à Caen. | MARTIN ROCHE / OUEST-FRANCE

Ouest-France [Philippe RICHARD](#). Publié le 11/01/2024 à 17h53

La France reste très en dessous de l'objectif de 30 % des élèves en classe de cinquième vaccinés contre les papillomavirus (HPV). « **Le terme échec est sévère. Si c'est 10 % c'est déjà bien** », nuance la pédiatre nantaise Christèle Gras-Le Guen, jeudi 11 janvier 2024, au micro de *France Info*.

Les chiffres nationaux ne sont pas encore connus. Mais la France est notoirement très en retard dans cette vaccination qui protège contre le cancer de l'utérus (3000 cas par an, 1000 décès) et plusieurs autres cancers de la sphère génitale, anale et orale.

Avant le lancement de cette première campagne de vaccination, par des équipes mobiles envoyées dans les collèges, moins de 50 % des jeunes filles de 15 ans avaient reçu une dose, et 12 % des garçons du même âge. À comparer aux 80 % de la Grande-Bretagne ou du nord de l'Europe, qui ont vu le nombre de lésions précancéreuses baisser drastiquement. En fait, seuls deux pays en Europe font moins bien que la France: l'Arménie et la Bulgarie

12 % dans le Grand Est

Les disparités régionales sont fortes, selon le Pr en gynécologie Geoffroy Canlorbe (Pitié-Salpêtrière). Ceux de la région Grand Est donnent le ton et les disparités. Par rapport à la population éligible, 25 % des collégiens de cinquième de la Meuse ont été vaccinés et seulement 6 % de ceux du Haut-Rhin, pour une moyenne régionale de 12 %. En amont de la vaccination, les taux de retour d'autorisation parentale ont été eux aussi très variables, allant de 30 % en Bretagne à 15 % en Corse.

Nombreuses raisons cumulées

De nombreuses raisons se cumulent pour expliquer cette campagne poussive, et [l'accident tragique d'un garçon décédé après un malaise vagal près de Nantes](#) n'a pas aidé. Parmi celles corrigeables, estime le médecin, « **une première campagne qui a démarré avec plusieurs semaines de retard. Et la lourdeur du système d'autorisation** », qui nécessite l'approbation des deux parents. Dans de nombreux pays, l'information qu'une vaccination aura lieu est donnée, si les parents ne s'y opposent pas, elle est effectuée.

Des pistes pour faire mieux

La [société française de colposcopie et de pathologie cervico-vaginale](#) suggère également que l'information commence plus tôt en sixième, que le sujet soit évoqué lors des réunions parents-profs, que les documents d'approbation soient traduits en plusieurs langues et puissent être recueillis jusqu'à un mois avant la vaccination, ou que les infirmiers scolaires - en sous-effectif - téléphonent aux parents si le formulaire est mal rempli...

Une chose est sûre. S'il est compliqué de réintroduire un système de vaccination à l'école, les résultats internationaux montrent que c'est bien à cet âge, avant les premiers rapports sexuels, que la vaccination a un effet maximal. La France s'est donné un objectif de 80 % de jeunes vaccinés en 2030. La Grande-Bretagne en est à un objectif d'éradiquer le cancer de l'utérus en 2040.